

# Réduction des risques chez les toxicomanes :

“Mieux mailler l'ensemble du territoire national”

En France, la politique de lutte contre la toxicomanie cherche à concilier rapports d'expertise scientifique et intérêts électoraux. Tant que le personnel politique n'aura pas décidé de faire de la santé publique un enjeu qui transcenderait les clivages traditionnels, il est à craindre que les problèmes sanitaires et sociaux rencontrés par les usagers de drogues ne puissent être traités dignement et efficacement sur le long terme.

Sur le terrain, dans les quartiers difficiles de la capitale, les initiatives tendant à réduire les risques rencontrés par les usagers en situation précaire et la population qui les environne sont désignées à la vindicte publique, parfois par ceux-là même qui avaient initié cette politique lors de la précédente législature. Il est facile, mais de courte vue, de continuer d'exploiter la peur du drogué, la seringue entre les dents, de rassembler des riverains électeurs, pour refuser l'implantation d'un des rares centres de proximité qui s'adresse à la population des toxicomanes les plus marginalisés, les plus

en danger.

Par un tour de passe-passe, la société se dédouane des échecs qu'elle produit et les attribue aux institutions quelle a pourtant mandatées pour y remédier. Pourtant, le thermomètre n'est pas plus responsable de la fièvre que nous ne le sommes du délabrement d'une population doublement assujettie par la drogue et la précarité.

Empruntant ces lignes au Docteur Jean-François Solal et à Anna Fradet, Directrice du Sleep-In Paris, je considère avec eux qu'il serait immoral d'abandonner à leur sort ceux qui ne demandent plus rien, ceux endormis par la narcose dont la parole est éteinte depuis longtemps. En offrant aux plus démunis les conditions minimales d'un droit citoyen, nous ouvrons un espace et une parole, une demande et donc la voie d'une sortie possible de la toxicomanie.

D'autre part, il y a la nécessité de mailler plus correctement l'ensemble du territoire, d'abord le territoire national, car si le plan triennal

de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et la Toxicomanie (MILDT) prévoit de développer les boutiques dans un certain nombre de départements français, force est de constater qu'aujourd'hui l'accès à la réduction des risques est très inégal selon qu'il existe dans telle ou telle région de France des structures adaptées à cette pratique. Par ailleurs, il n'y a pas dans sur le territoire parisien de maillage suffisant en matière de structures de réduction des risques. Je crois que les élus et le maire du XVIII<sup>ème</sup> arrondissement de Paris ont accueilli courageusement les premières structures de réduction des risques. Il est évident que si elles ne sont pas reproduites dans d'autres arrondissements on aura des réactions de rejet de la population, qui considère qu'elle n'a pas à assumer à elle seule la situation des usagers de drogues en difficulté.

Jean-Marc BORELLO  
Président de l'UNALS  
Vice-président d'ELCS

# Sortie des Actes des 4<sup>e</sup> Etats Généraux d'ELCS

La sortie officielle des actes des 4<sup>èmes</sup> Etats Généraux d'Elus Locaux Contre le Sida s'est déroulée le 23 mai dernier au CRIPS Ile-de-France, sous la présidence de SHEILA, Présidente d'honneur d'ELCS et de Jean-Luc ROMERO, Président de l'association, conseiller régional d'Ile-de-France, vice-président du CRIPS Ile-de-France.

Toute l'équipe du CRIPS Ile-de-France ainsi que deux bénévoles de Solidarité Sida ont participé à l'organisation et ont contribué à l'accueil de plus de deux cents personnalités du monde politique, médical et associatif.

De nombreuses personnalités étaient présentes, notamment le Président du Conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Paul HUCHON et Francine BAVAY, sa Vice-Présidente; Jean BRAFMAN et Didier JAYLE, respectivement Président et Directeur du CRIPS Ile-de-France; Christian SAOUT, Président de la Fédération Nationale d'Aides; Marc-Antoine BOURDEU, Président d'Aides Ile-de-France; Claire BOUGARAN, Présidente de Dessine-moi un mouton; Christian DOUBRERE, Président du Kiosque info Sida; le Docteur Jacques LEBAS, Président d'Honneur de Médecins du Monde; Jean-Marc BORELLO, Président de l'UNALS; Bernadette RWEGERA,

Directrice d'Ikambere; Edouard BIDOU, Président de la SMEREP et Denis BROUN, Directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé...

Les actes des 4<sup>èmes</sup> Etats Généraux d'ELCS sont disponibles à ELCS au 01 42 72 36 46 (50 francs pour participation aux frais).

Pour mémoire, les 4<sup>èmes</sup> Etats Généraux s'étaient déroulés le mercredi 1er décembre 1999, au Sénat, sous le haut patronage de Christian PONCELET. Deux thèmes avaient été abordés : « Elus, VIH et Précarité » et « La compatibilité de la loi de 1970 avec la politique de réduction

des risques » avec, entre autres, les interventions de M. Jacques CHIRAC, Président de la République et SHEILA qui ont délivré un message; ainsi que Christian PONCELET, Président du Sénat, Dominique GILLOT, Secrétaire d'Etat à la Santé et aux Handicapés, le Sénateur et ancien Médiateur de la République Jacques PELLETIER, les Députés Roselyne BACHELOT-NARQUIN, Patrick BRAOUEZEC, Jean-Pierre MICHEL, la Présidente de la MILDT Nicole MAESTRACCI, le Sénateur Bertrand DELANOË, Conseiller de Paris et de nombreuses autres personnalités du monde politique et associatif.



de gauche à droite Jean-Luc ROMERO, Francine BAVAY, SHEILA, Didier JAYLE, Jean BRAFMAN et Jean-Paul HUCHON

## V<sup>È</sup>MES ÉTATS GÉNÉRAUX D'ÉLUS LOCAUX CONTRE LE SIDA

SAMEDI 9 DECEMBRE 2000 de 14 h à 18 h

à l'ASSEMBLÉE NATIONALE

“Mettre le Sida au cœur de la campagne des élections municipales”

sous le haut patronage et en présence de

**RAYMOND FORNI**

Président de l'Assemblée Nationale

**CHRISTIAN PONCELET**

Président du Sénat

**DOMINIQUE GILLOT**

Secrétaire d'Etat à la Santé  
et aux Handicapés

Réservations : ELCS : 01.42.72.36.46

Merci aux  
parrains d'ELCS :



**MILDT**

## ACTUALITES - ACTUALITES - ACTUALITES

### SAVOIR PARLER AVEC SON MÉDECIN

● Savoir parler avec son médecin, tel est le titre du dernier ouvrage de **Tim GREACEN**, ancien Président d'Aides Ile-de-France et actuel secrétaire du CRIPS. Engagé depuis de nombreuses années dans la défense des droits des malades, **Tim GREACEN**, après s'être demandé si la relation patient-médecin est en crise,

propose des pistes pour une nouvelle relation. Riche de centaines de témoignages et d'exemples pratiques, tenant compte des études récentes sur ces questions, ce guide sans équivalent s'adresse à tous les patients qui veulent prendre leur santé en main et aussi à tous les élus préoccupés par une médecine de plus en plus complexe à maîtriser. (Savoir parler à son médecin - Editions RETZ - 192 pages - 94 francs)

### TOUS CONTRE LE SIDA À NÎMES

● Le 15 mars dernier, les associations de lutte contre le Sida du Gard (AIDES, SOS Drogue International, LOGOS, ASUD ...) ont appris que les subventions de la DDASS pourraient être baissées de plus de 30% par rapport à 1999 pour les activités liées à la lutte contre le Sida et la réduction des risques dans ce départe-

ment. Immédiatement, de nombreux élus de toutes tendances, notamment le Député PS **Alain FABRE-PUJOL**, le Député-Maire PC **Alain CLARY**, le conseiller municipal RPR **Richard TIBERINO** sont intervenus auprès du Préfet pour que cette baisse des subventions soit reconsidérée. Pour sa part, le Président d'ELCS a écrit à Madame **Dominique GILLOT**. On attend toujours la réponse !

**DEUX NOUVEAUX DELEGUES POUR ELCS**

- Madame **Monique KOHSER**, adjointe au Maire de Kunheim a été nommée déléguée départementale pour le Haut-Rhin.
- Pour le Val d'Oise, c'est Monsieur **Maurice BOSCAVERT**, conseiller général du Val d'Oise et Maire de Taverny qui

a été nommé délégué départemental. Il a organisé la rencontre départementale du Val d'Oise, le mardi 27 juin 2000 qui a permis de réunir élus et représentants associatifs de la lutte contre le Sida.

**LES RÉGIONS CONTRE LE SIDA**

**Jean-Luc ROMERO**, conseiller régional d'Ile-de-France, a fait adopter par le conseil régional un amendement tendant à prévoir dans les accords de coopération décentralisée de la Région Capitale avec des régions de pays en voie de développement, un volet Sida.

En défendant son amendement, Jean-Luc ROMERO a expliqué que face aux 34 millions de porteurs du VIH dans le Monde - dont 90% vivent dans les pays en voie de développement - la région la plus riche d'Europe ne pouvait rester indifférente à une telle situation.

**Nous avons besoin de vous !**

**Adhérez à ELCS**

- 150 F : Elus non indemnisés
- 200 F : Elus indemnisés
- 300 F et plus : autres

Cet amendement, adopté à l'unanimité par le Conseil Régional - avec l'abstention des groupes MNR et FN - est exceptionnel, car c'est la première fois qu'une grande région française décide d'aider des pays touchés par la pandémie de Sida dans leurs actions de prévention du VIH.

ELCS se réjouit de l'adoption de son amendement qui aura valeur d'exemple pour les autres régions françaises, à qui cette proposition sera faite.

**LES REUNIONS ET DEPLACEMENTS DU PRESIDENT D'ELCS :**

23 mai : bureau d'ELCS et sortie des actes présidée par SHEILA ; 26 mai : réunion départementale du Gard à Nîmes organisée par Richard TIBERINO ; 29 mai : réunion d'élus à ALES, préparée par Valérie MEUNIER ; 1er au 6 juin : Jean-Luc ROMERO accompagne Jean-Paul HUCHON au Chili pour la création d'un CRIPS ; 7 juin : réunion départementale de Paris organisée par Murielle SCHOR et Philippe DUCLOUX ; 14 juin : intervention au 1er Festival de la Prévention à Laval ; 22 juin : journée de la co-infection VIH-hépatite, organisée par le Kiosque Info-Sida-Toxicomanie ; 27 juin : réunion départementale du Val d'Oise organisée par Maurice BOSCAVERT ; 4 juillet : réunion départementale des Yvelines préparée par Eric HARLE et en présence de SHEILA, présidente



Délégation du conseil régional d'Ile-de-France au CHILI qui a confirmé la création d'un CRIPS à Santiago du Chili. On reconnaît notamment autour de J.-P.HUCHON, Jean-Luc ROMERO et Christian FEUILLET

d'honneur d'ELCS ; 7 au 14 juillet : XIII<sup>e</sup> conférence sur le Sida à Durban, Jean-Luc ROMERO y représente le bureau du CRIPS Ile-de-France ; 18 juillet : réunion du bureau d'ELCS ; 10 août : rencontre avec les associations au Point Info-Sida du Grau-du-Roi organisée par Richard TIBERINO.

IMP ARLYS 01.34.53.62.69

**COUPON-RÉPONSE**

à adresser à ELCS - 84, rue Quincampoix 75003 Paris - Tél. 01 42 72 36 46 - Fax 01 42 72 37 57 - E-Mail : elcs@wanadoo.fr

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

MANDAT(S) : .....

- Souhaite adhérer à ELCS .....150 francs, Elus non indemnisés / 200 francs, Elus indemnisés / 300 francs, Autres.
- Souhaite recevoir les actes des 1<sup>ers</sup>, 2<sup>èmes</sup> et 3<sup>èmes</sup> Etats Généraux d'ELCS (ci-joint, 100 francs pour participation aux frais à l'ordre d'ELCS).
- Souhaite recevoir les Actes des 4<sup>èmes</sup> Etats Généraux (ci-joint, 50 francs à l'ordre d'ELCS)
- S'abonne à "ELCS Infos" (300 francs individuels - 500 francs institutionnels).
- S'inscrit aux V<sup>èmes</sup> Etats Généraux d'ELCS du 9 décembre prochain.

**“Mettre le Sida au cœur de la campagne des élections municipales”**



Le Sidaction qui s'est déroulé durant le week-end de l'Ascension, sur TFI, nous a ramenés à une nouvelle fois à une terrible réalité: le Sida ne passionne plus les Français!

Certes, le cadre des émissions, le fait que les organisateurs aient oublié d'associer la principale association de malades - Aides - et Solidarité Sida, n'ont guère aidé à la réussite de cette collecte de fonds qui plafonne à 15 millions de francs...

Au delà du fait qu'il est urgent que toutes les associations dépassent leurs divergences et travaillent ensemble, il faut reconnaître que, chez les élus, la situation est aussi très difficile.

En effet, les élus ne sont que le reflet de leurs électeurs, donc des Français. Pour les Français, le Sida est une question entendue, ce ne serait plus qu'une maladie chronique.

Il nous appartient, donc plus que jamais, de dire et de redire que la contamination par le VIH se poursuit en France (5 000 à 6 000 contaminations par an), que l'on meurt toujours du Sida, que certains malades ne supportent plus les traitements ou qu'ils sont en échappement thérapeutique, sans oublier les 24 500 000 Africains infectés et qu'on laisse mourir dans une quasi-indifférence.

Elus Locaux Contre le Sida n'a jamais cessé, depuis 5 ans, de pousser les élus à s'investir dans ce combat pour la vie, mais, face à l'urgence, va encore intensifier la mobilisation. Pas une semaine, jusqu'au 9 décembre 2000 date des 5<sup>èmes</sup> Etats Généraux d'ELCS sans que nous n'investissions les départements français pour rappeler aux élus qu'ils doivent être, aux côtés des associations, **les militants de la lutte contre le Sida**, car cette maladie brise le lien social sur lequel est basé notre républicanisme.

Et le 9 décembre, à l'Assemblée Nationale, sous la présidence de Raymond FORNI, **nous mettrons le Sida au cœur de la campagne des élections municipales.**

Jean-Luc ROMERO  
Président d'ELCS

**“Prévention du Sida, une priorité de la coopération décentralisée de la région Ile-de-France”**

Dans le combat contre cette pandémie, aucun pays n'est parvenu à arrêter sa progression. L'épidémie est même dramatique dans un certain nombre de pays du Sud, notamment d'Afrique, mais également d'Europe de l'Est.

Si la lutte contre le SIDA est un enjeu sanitaire majeur, c'est également pour ces pays, un enjeu de développement. Les ravages de la maladie risquent, en effet, de les priver de leurs forces vives et de réduire à néant plusieurs années d'efforts en matière d'éducation, de santé et de développement économique. C'est la raison pour laquelle la Région Ile-de-France compte faire de la prévention et de la lutte contre le SIDA un des axes prioritaires de ses coopérations décentralisées.

Cette volonté va trouver sa première traduction par la création, d'un centre d'information et de prévention du Sida dans la région métropolitaine de Santiago du Chili. La Région Ile-de-France apportera son soutien technique et financier pendant les trois années de lancement de ce centre (équipement, fonds documentaire, formation des intervenants, ... ). Elle s'appuiera pour la mise en œuvre de cette action sur le CRIPS Ile-de-France, qui a déjà participé à l'étude de préfiguration. Ce projet devrait prochainement être étendu aux autres accords de coopération de la Région, notamment en Afrique. Ces actions resteront malheureusement modestes par rapport à l'ampleur de la tâche, mais j'espère qu'elles contribueront à bâtir un monde plus solidaire face à ce fléau.

mation des intervenants, ... ). Elle s'appuiera pour la mise en œuvre de cette action sur le CRIPS Ile-de-France, qui a déjà participé à l'étude de préfiguration.

Ce projet devrait prochainement être étendu aux autres accords de coopération de la Région, notamment en Afrique.

Ces actions resteront malheureusement modestes par rapport à l'ampleur de la tâche, mais j'espère qu'elles contribueront à bâtir un monde plus solidaire face à ce fléau.

Christian FEUILLET  
Vice-Président de la Région Ile-de-France  
Chargé des Actions internationales  
Conseiller municipal de Neuilly-Plaisance



**SOMMAIRE**

Mettre le Sida au cœur de la campagne des élections municipales .....1  
Prévention du Sida, une priorité de la coopération décentralisée de la région Ile-de-France .....1  
Réduction des risques chez les toxicomanes .....2  
Sortie des Actes des 4<sup>e</sup> Etats Généraux d'ELCS .....3  
Actualités .....3-4

Directeur de la publication :  
Jean-Luc ROMERO  
Secrétariat de rédaction :  
Lucie MARTINET

Diffusion : 4000 exemplaires  
Imp. ARLYS - 01.34.53.62.69